

INFORMATIONS

COLLOQUES ET TABLES-ROUNDES D'HIER A DEMAIN...

Le printemps voit fleurir les rencontres scientifiques dans le monde universitaire français ; bon nombre de ces manifestations ont été annoncées dans nos précédentes chroniques. D'autres ont été annoncées plus récemment, parfois trop tard pour que nous puissions avertir par avance nos lecteurs. Ainsi, au chapitre du passé récent, nous pouvons signaler :

- Le colloque sur « *Transferts d'armes et stratégies globales* », organisé les 22/23 mars 1985 par l'**Institut français de polémologie** et le **Centre Droit et défense de l'Université Paris V** (10, avenue P.-Larousse 92240 Malakoff) ; une demi-journée a été consacrée aux conflits africains.
- Le colloque international organisé par l'**Agence de coopération culturelle et technique (ACCT)** à l'École internationale de Bordeaux sur le thème « *L'avenir des pays francophones dans le développement mondial* » ; il s'est tenu du 25 au 29 mars en présence de hauts fonctionnaires, de représentants d'organisations internationales, d'universitaires et de spécialistes de prospective venant des différents pays membres de l'ACCT. S'adresser à l'École internationale de Bordeaux, 43, rue Pierre-Noailles, 35405 Talence ; tél. (56) 37.50.59.
- Encore en Aquitaine, le **Centre international pour le développement social et la santé communautaire (CIDESSCO)** a animé le 27 avril un carrefour axé sur le thème « *Visages du Sahel* » destiné à approfondir une réflexion pluridisciplinaire sur les problèmes de la sécheresse, avec pour souci d'améliorer la sensibilisation de l'opinion publique par le dépassement de la simple réaction affective ; ce carrefour était donc ouvert à tous ceux qui participent dans leur vie professionnelle ou associative à l'information du public. Pour profiter du savoir-faire du CIDESSCO, s'adresser à R. Colin, CIDESSCO, Immeuble Cristal, 7, Esplanade Charles-de Gaulle, 33000 Bordeaux, tél. (56) 98.98.84.

Si les éditeurs du numéro 18 reçoivent à temps tous les manuscrits et si la technique suit, il ne sera pas alors trop tard pour songer à des déplacements culturels. Nous avons ainsi noté sur l'agenda :

- En parallèle avec les nombreuses réunions relatives à l'État en Afrique, il ne serait sans doute pas inutile de réexaminer une dimension un peu négligée de l'appareil d'État, à savoir l'institution judiciaire et sa genèse ; l'occasion s'en présente avec le colloque international consacré à « *la magistrature coloniale africaine* » préparé par le **Groupe de recherches d'histoire judiciaire de l'Université Lille II**. Ce colloque aura lieu du 6 au 8 juin 1985 à la Faculté de droit de Lille. Des spécialistes des principales puissances coloniales (France, Belgique, Grande-Bretagne, Italie) participeront aux débats qui devraient permettre de mieux connaître les bases d'une tradition judiciaire encore incertaine. S'adresser au GRHJ, Faculté de Droit, Université Lille II, B.P. 169, 59653 Villeneuve d'Ascq-Cedex, tél. (20) 91.10.26., postes 291 et 242.
- Retour vers le midi, à **Toulouse le Mirail**, pour un colloque national consacré à « *l'interculturel en éducation et en sciences humaines* » ; certes, l'Afrique n'est pas le centre des discussions, mais la problématique envisagée par les promoteurs de ce colloque la concerne directement. Contacter P. Fraixanet, CPRS, Université de Toulouse le Mirail, 109 bis, rue Vauquelin, 31058 Toulouse-Cedex, tél. (61) 41.11.05, sachant que le colloque aura lieu du 18 au 21 juin 1985.
- Après l'été, vous pourrez retrouver les contrées nordiques et leurs juristes ou assimilés. Du 2 au 4 octobre, l'**École supérieure de droit public** de Speyer (RFA) accueillera des théoriciens et des praticiens de l'État autour du thème « *État, administration et droit en Afrique, 1960-1985 ; un bilan provisoire* ». La participation de spécialistes français, britanniques et africains est annoncée, les communications étant faites en français, anglais ou allemand. Écrire au Prof. Dr. Hans F. Illy, Hochschule für Verwaltungswissenschaften, D-6720 Speyer, Postfach 1409, Freiherr-vom-Stein Str. 2... Ou plus simplement à notre ami J.-F. Bayart, Politique africaine.
- Ensuite cap au sud, toujours avec les juristes ; L'**Université nationale du Bénin** et l'**Institut orléanais de finance** organisent à Cotonou un colloque pluridisciplinaire, du 9 au 13 décembre 1985, sur « *Entreprises publiques et développement* ». Les appels à communications ont déjà eu lieu, mais il n'est peut-être pas encore trop tard pour prendre rang ; le mieux doit être encore de s'adresser au co-organisateur français, le Doyen Gallais-Hamonn, Faculté de droit et des sciences économiques, rue de Blois, Domaine universitaire, 45046 Orléans-Cedex, tél. (38) 63.22.69. En Afrique, s'adresser au Doyen R. Dossou, Faculté des sciences juridiques, économiques et politiques, Université nationale du Bénin, Cotonou.

L'INFORMATION PERMANENTE...

• Un nouveau groupe de recherche s'est constitué au sein du **Centre d'études et de recherches internationales (CERI)** de la Fondation nationale des sciences politiques. Il s'agit du GREC, *Groupe de réflexion sur les relations cardinales*, animé par J.-L. Domenach et Z. Laïdi : nous sommes donc rassurés : il y a des cardinaux africains et d'ailleurs, l'Afrique a déjà été à l'ordre du jour des séances de travail du groupe. Vous connaissez l'adresse : CERI, 4 rue de Chevreuse, 75006 Paris, tél. (1) 260.39.60.

• Encore les juristes : **L'Association des juristes africains** et le **Centre de recherches et d'études juridiques africaines** ont annoncé la reprise de la parution de leur revue « *Droit africain* ». Le prix de l'abonnement est de 240 F pour la France et 280 F pour l'Afrique (Étudiants : 200 F), l'adresse du Secrétariat de l'AJA est 37, boulevard Ornano, 75018 Paris, tél. (1) 223.85.98.

• **Conseil européen des études africaines** (suite) : nous avons signalé en son temps la constitution de ce Conseil et les difficultés rencontrées pour assurer la représentation des spécialistes français (Voir *P.A.10*). Ceci n'a pas empêché les autres collègues européens de continuer à s'organiser. En désespoir de cause, le Ministère de l'Éducation nationale et le CNRS ont pris le risque de lancer un appel de candidatures à partir d'un fichier de quelque 700 ou 800 noms, et de procéder à un tirage au sort des 4 individus qui constitueraient la délégation française au CEEA ; le hasard a désigné une historienne nancéenne, Mlle Bouche, un linguiste niçois, M. Nicolaï, un politiste palois (le responsable de cette chronique) et un géographe strasbourgeois, J.-P. Blanck, que les trois premiers ont désigné à l'unanimité pour jouer le rôle (provisoire) de secrétaire exécutif du CEEA, conformément à la procédure définie par cet organisme. Le premier travail de ce groupe est de reprendre le dossier afin de parvenir à la constitution d'un véritable comité national du CEEA réellement représentatif de la recherche française ; il doit parallèlement préparer la prochaine assemblée générale du Conseil européen, prévue à Paris en novembre prochain. Ne vous inquiétez pas, on va (encore) vous écrire...